

# APPEL DU CEN DE LA FILPAC CGT LE 16 NOVEMBRE, CONTRE LES ORDONNANCES ET LA RÉGRESSION SOCIALE, MOBILISONS-NOUS !

Réunie à Toulouse, la direction de la FILPAC CGT lance un appel à la mobilisation à l'ensemble des syndicats et des salarié(e)s de nos professions du Papier-Carton, des Industries Graphiques, de la Distribution, de la Communication et de l'Information, pour faire face aux attaques du MEDEF et des lois de son gouvernement.

**P**as un jour, sans qu'une décision gouvernementale de régression sociale ne s'abatte sur les salarié(e)s et leur famille.

La remise en cause des fondements de notre système de protection sociale va plonger toujours plus de personnes dans la précarité sanitaire et sociale. Les ordonnances du président-DRH permettent au patronat de licencier, de pressuriser, de précariser celles et ceux qui, jusqu'à présent, étaient plus ou moins épargnés et d'augmenter le nombre déjà trop nombreux de travailleurs pauvres.

Alors même que la parole des femmes est libérée enfin publiquement concernant les harcèlements, les vexations sexistes et les comportements phalocrates, les ordonnances en retirant les maigres dispositifs légaux existants

**La remise en cause des fondements de notre système de protection sociale va plonger toujours plus de personnes dans la précarité sanitaire et sociale.**

vont dédouaner ces comportements délictueux, inhumains, comme c'est déjà le cas avec des jugements judiciaires plus que tendancieux. Dans le même temps, les scandales de l'évasion fiscale à l'échelle de la planète (Paradise-papers...) explosent une nouvelle fois à la face du monde sans qu'aucune sanction ni aucune action ne soit prise pour les empêcher. Nous ne pouvons que déplorer l'attitude de la presse, peu encline à informer sur ce dossier.

Pire, le président des riches octroie à ses amis milliardaires toujours plus de cadeaux fiscaux (suppression de l'isf, flat tax...) tout en imposant une cure d'austérité aux travailleurs, retraités et à ceux privés d'emplois ainsi qu'à leur famille.

Toutes ces attaques, au-delà de l'appauvrissement généralisé au profit d'une minorité, ont comme conséquence directe la fin de l'accès aux services publics de proximité.

La dernière décision du gouvernement, concernant la fermeture des guichets d'accueil en préfecture, ne

peut que nous alerter. Demain, plus de possibilité de faire valoir ses droits face à une organisation de plus en plus figée.

**Trop c'est trop, l'urgence est à la mobilisation du plus grand nombre de salarié(e)s dans les entreprises.**

**Le 16 novembre, tous dans l'action de l'assemblée générale aux arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24h.**

La direction fédérale prend la décision d'interpeller l'ensemble des chambres patronales des conventions collectives relevant de nos champs professionnels pour les obliger à déroger aux ordonnances du docteur antisocial Macron. •

